LES ENJEUX

ÉVÉNEMENTS

L'Esports World Cup 2026 débarque à Paris

Antoine DUGAST
Publié le 25 mai 2026 . Lecture estimée : 4 min



La plus grosse compétition esportive au monde s'installe à Paris cet été. 75 millions de dollars de prize pool, 2 000 joueurs, sept semaines de tournois. Côté paris sportifs : rien. L'ANJ n'a jamais ouvert le marché aux compétitions de jeux vidéo. Anatomie d'un angle mort réglementaire.

L'Esports Foundation a confirmé le 20 mai la délocalisation de l'Esports World Cup 2026 à Paris. Du 6 juillet au 23 août, la capitale française accueillera la troisième édition d'un événement qui n'avait jamais quitté Riyad depuis son lancement en 2024. L'instabilité au Moyen-Orient a forcé la main des organisateurs. L'aéroport international King Khalid a subi plusieurs attaques de drones iraniens au cours de l'hiver, rendant la logistique intenable pour un festival de cette envergure. La Formule 1 avait déjà annulé le Grand Prix de Djeddah en avril pour les mêmes raisons.

> *" L'EWC se jouera à Paris !*
>
> *C'est une première qui nous honore. Merci à l'Arabie Saoudite pour sa confiance. Nous sommes prêts à organiser cette Coupe du monde d'e-sport 2026. Très fiers d'accueillir le monde à nouveau.*
>
> *Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron) 20 mai 2026 "*

Le programme ne change pas : 25 compétitions sur 24 titres (Counter-Strike 2, League of Legends, Valorant, Dota 2, Rocket League, Fortnite, entre autres), plus de 2 000 joueurs issus de 200 clubs, une centaine de pays représentés. Le prize pool global dépasse 75 millions de dollars. Nouveauté 2026 : l'Esports Nations Cup, compétition par équipes nationales, accompagnera le tournoi principal. Valve a accordé une exception spéciale pour autoriser le volet Counter-Strike 2 (32 équipes, 2 millions de dollars de dotation) à se jouer hors de Riyad.



Ralf Reichert, président de l'Esports Foundation, en compagnie d'Emmanuel Macron, à l'Élysée. (Esports Foundation)

Emmanuel Macron a reçu Ralf Reichert, CEO de l'Esports Foundation, à l'Élysée le 19 mai. Le message institutionnel est limpide : la France traite l'EWC au même rang que les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de football. Trois clubs français (Team Vitality, Gentle Mates, Karmine Corp) joueront à domicile devant un public acquis. En 2025, l'édition de Riyad avait attiré 3 millions de spectateurs sur site, généré 750 millions de téléspectateurs et 350 millions d'heures de visionnage dans 140 pays.

Paris esportifs : le marché que l'ANJ refuse d'ouvrir

Pendant sept semaines, Paris concentrera l'attention de la planète esport. Betclic, Winamax, PMU, Unibet : aucun opérateur agréé ne pourra proposer le moindre marché sur les matchs en cours. La loi du 12 mai 2010 limite les paris en ligne aux disciplines sportives inscrites par l'ANJ sur sa liste d'enjeux autorisés. Aucune compétition de jeux vidéo n'y figure. Pas de calendrier d'ouverture annoncé, pas de consultation publique en vue.

Le volume mondial de paris esportifs a pourtant franchi les 15 milliards de dollars en 2025. Ce flux est capté par des plateformes offshore, du skin betting (mises via des objets virtuels, souvent sans contrôle d'âge ni vérification d'identité) et des opérateurs crypto hors de toute juridiction. Le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, la Belgique : tous ont intégré l'esport dans leur offre régulée. La France reste la seule grande économie européenne à n'avoir jamais ouvert le sujet.

Un immobilisme confortable

La situation convient à chacun, provisoirement. L'ANJ évite un chantier complexe : intégrité compétitive, protection des mineurs (surreprésentés dans l'audience esportive), risques de match-fixing sur des titres au turnover de joueurs très élevé. Les opérateurs concentrent leurs budgets sur le football et le tennis, déjà rentables. L'Élysée affiche son soutien à l'écosystème gaming sans rouvrir le débat sur l'extension du périmètre des jeux d'argent en ligne.

Sauf que l'inaction a un coût mesurable. Chaque euro parié offshore échappe à la canalisation, à la fiscalité, au contrôle. Le profil du parieur esportif (jeune, connecté, familier des cryptomonnaies) correspond exactement à la population que le cadre réglementaire est censé protéger. Et l'EWC 2026 n'est pas un tournoi indépendant : l'Esports Foundation est financée par le Public Investment Fund saoudien via Savvy Gaming Group, propriétaire d'ESL FACEIT Group, l'opérateur du festival. L'argent souverain saoudien finance l'événement, l'État français l'accueille, mais le régulateur n'aura pas le temps d'agir.